



## La situation économique en 2017 et ses perspectives 2018 selon Lahlimi

HCP

Samia ROCHDI.

**Le Haut Commissaire au Plan a tenu sa conférence de presse annuelle le 5 juillet. Un rendez-vous incontournable de la presse économique nationale au cours duquel Ahmed Lahlimi livre sa vision de la situation économique nationale et ses perspectives.**

**A**près avoir baptisé 2015 l'année des incertitudes, et annoncé 2016 comme celle d'une sortie incertaine des prolongements économiques et monétaires de la crise internationale de 2008, Ahmed Lahlimi, Haut-Commissaire au Plan a déclaré lors de son discours : « on peut être porté à croire que 2017 marquerait le reflux de cette crise et l'ouverture du monde sur une nouvelle ère de croissance plus sereine. Ce qui est en tout cas sûr, c'est que cette année aurait connu la montée d'une nouvelle génération de réformes structurelles dans les pays qui se préparent à être, dans un avenir de plus en plus proche, les bénéficiaires de la compétitivité numérique ».

Ahmed Lahlimi a consacré la première partie de son analyse au contexte éco-

nomique international, rappelant que les analyses des organismes internationaux prévoient pour 2017 une croissance de l'économie de 2,3% aux Etats-Unis et 1,7% en Europe alors qu'en Asie la croissance de la Chine continuerait à connaître une croissance de 6,6% alors que l'Inde maintiendrait son leadership avec 7,2%. Aussi, il estime que globalement, avec 4,5%, les économies des pays dits émergents seraient sur la voie de renouer avec leur dynamisme traditionnel, au fur et à mesure de la stabilisation des prix du pétrole et des dépassements par certains de leurs pays leaders, notamment le Brésil et l'Afrique du Sud, des dysfonctionnements politico-éthiques de leurs institutions. En outre, les pays en développement seraient appelés à mieux performer avec le redressement à 3,8%

du commerce international et l'amélioration à 8,5% du niveau des prix des matières premières non énergétiques.

En lien avec ce contexte international invitant plutôt à l'optimisme, le Haut Commissaire au Plan, a prédit que notre économie nationale devrait améliorer ses performances et continuer à subir l'effet de ses déficits structurels. Dans ce contexte, elle bénéficierait d'une demande extérieure en hausse de 4% en 2017 et 2018 et participerait, avec une progression de 4% de cette cartographie favorable de la croissance mondiale. Il a ensuite formulé quelques remarques concernant le Budget Exploratoire 2018.

### Une offre peu diversifiée

Ahmed Lahlimi a relevé que, profitant d'une répartition relativement favorable

dans le temps et l'espace de la pluviométrie, d'une disponibilité coordonnée des facteurs de production et d'une bonne gestion de leur utilisation, le secteur agricole devrait contribuer à porter la valeur ajoutée du secteur primaire à 13,9% en 2017, après une baisse de 11,3% en 2016 et sa contribution au PIB à 1,7 point, au lieu d'une contribution négative de 1,4 point, une année auparavant.

Les activités non agricoles, en revanche, devraient continuer à s'inscrire dans leur sentier de faible croissance avec 2,5%, après 2,2% en 2016, loin du rythme

### « Les activités non agricoles constituent le véritable talon d'Achille de l'économie nationale. »

moyen de 4% connu durant la période 2008-2011. Leur contribution à la croissance économique globale serait de 1,9 point en 2017, au lieu d'une moyenne annuelle de 2,8 points au cours des 10 dernières années. De ces constats, Ahmed Lahlimi en est arrivé à la déduction qu'avec une part du secondaire restée pratiquement stable à 35% de la valeur ajoutée non agricole, dénotant leur faible diversification, les activités non agricoles constituent le véritable talon d'Achille de l'économie nationale. En attendant que les investissements dans les infrastructures économiques et sociales et les réformes de structure donnent leur plein effet, en termes d'attractivité vers les secteurs productifs des capitaux privés, en particulier nationaux, et contribuent, ainsi, à apporter cette nécessaire diversification des activités non agricoles et la non moins nécessaire augmentation de leur compétitivité, le niveau de croissance de l'économie nationale continuerait à rester dépendant de la pluviométrie tournant autour de 2% en cas de

mauvaises années agricoles, et de 4%, dans les cas contraires.

#### Fragilité de la demande

En poursuivant son raisonnement, le Haut Commissaire au Plan a fait remarquer que le faible niveau de diversification et de compétitivité de l'offre nationale se retrouve au cœur des fragilités de la demande laquelle continuerait à être le moteur de la croissance économique nationale. Il continuerait à réduire par ses effets les opportunités d'emploi et de revenu, accentuerait la dépendance de la demande intérieure des importations et constituerait, en définitive, l'une des sources dont s'alimentent les équilibres intérieurs et extérieurs de notre pays et l'un des facteurs à l'origine de la persistance de ses déficits sociaux.

Malgré une activité économique sous contrainte des fluctuations climatiques, la consommation privée devrait, comme l'indique le Budget Économique a rappelé Ahmed Lahlimi, progresser, après 3,4% en 2016, de 3,7% en 2017 et 3,2%

### « Le faible niveau de diversification et de compétitivité de l'offre nationale se retrouve au cœur des fragilités de la demande. »

en 2018, contribuant respectivement par 2,1 points et 1,8 point à la croissance économique globale.

#### Compétitivité de l'économie

Au sujet de l'enjeu national de la compétitivité de notre économie, le Haut Commissaire au Plan estime avoir suffisamment dénoncé la faiblesse de compétitivité du tissu productif national pour relever son rôle dans le déficit structurel de la balance commerciale des biens et services, c'est-à-dire le déficit des res-

sources du Maroc. Ce déficit est à l'origine de l'accentuation devenue structurelle, depuis 2010, du besoin de financement de l'économie nationale. C'est l'un des points stratégiques où se joue le pari de la durabilité de la croissance, de la préservation du libre arbitre de la souveraineté du royaume sur la scène internationale et de la pérennité d'une sécurisation globale de l'intégrité et de l'unité du Maroc. Ces enjeux sont d'autant plus vitaux, estime Ahmed Lahlimi, que le paysage international déroule une autre séquence moins réjouissante, celle de la montée inédite des périls sur l'intégrité territoriale et politique des pays du Moyen-Orient, sous le poids d'une exacerbation des conflits doctrinaux et ethniques et une dangereuse implication de multiples puissances militaires, régionales et internationales, dans une promiscuité explosive. Cette situation devrait interpeller notre vigilance, d'autant plus que le reflux des positions des mouvements terroristes dans cette région pourrait s'accompagner de leur consolidation dans notre environnement régional.

Pour conclure, le Haut Commissaire au Plan a tenu à rappeler que toutes les composantes de notre société et, en particulier toutes ses forces vives économiques, sociales et politiques doivent adhérer à toutes les implications des réformes de structure nécessaires pour éliminer toutes les menaces latentes, aussi bien dans le tissu économique du Maroc que dans les finances publiques, dans le système de valorisation de ses ressources humaines que dans son mode de gouvernance national et régional, afin d'assurer à l'économie les conditions favorables d'un minimum d'endogénéisation de son financement et au Maroc les chances de continuer à valoriser les atouts que lui procurent son cadre constitutionnel, son poids historique et son dynamisme géostratégique.